

Pouvoir d'achat en berne : « On est obligé de piocher dans notre épargne »

Face à la baisse de leur pouvoir d'achat et à la crainte de nouvelles hausses de prix, les Français s'organisent, piochant parfois dans leurs économies pour finir le mois.

Jean Le Borgne

● Depuis le début de la nouvelle flambée des prix des carburants, conséquence de la guerre au Moyen-Orient, Carole-Anne et Maureen ont réduit leurs déplacements. Jeudi, les deux sœurs ont fait une quarantaine de kilomètres avec leur belle-sœur, Marine, pour réaliser leurs achats dans un supermarché de l'agglomération morlaisienne. « On utilise une seule voiture pour aller faire nos courses et on fait beaucoup plus attention aux prix, on compare », confie l'aînée des deux sœurs, la trentaine, contrainte à s'organiser face à la baisse du pouvoir d'achat.

Une baisse de pouvoir d'achat bien réelle, explique Julien Lecumberry, économiste à la salle des marchés du Crédit Mutuel Arkéa : « Le pouvoir d'achat a reculé au second semestre



Une nouvelle fois, les consommateurs se replient sur les produits de marque distributeur et les premiers prix pour faire face à la réduction de leur pouvoir d'achat. Photo J. L.B.

2025 et, aujourd'hui, la hausse assez significative du prix du carburant est une nouvelle brique sur un mur qui est déjà élevé en termes de ressenti », alors que les salaires, depuis 2024, ont progressé moins vite que l'inflation.

Piocher dans l'épargne et réduire ses dépenses

Dans ce contexte, les Français ont été contraints de réduire leur consommation

de carburants. « Je ne prends plus ma voiture pour un oui ou pour un non. On fait plus attention à nos déplacements le week-end », illustre Christine, infirmière à l'hôpital, rencontrée devant un autre supermarché.

Selon les données publiées par le comité professionnel du pétrole, les livraisons de carburants routiers ont baissé de 6,5 % au mois d'avril, tradui-

sant la baisse de la consommation obligatoire pour une bonne partie de la population pour laquelle les deux solutions se résument, rappelle l'économiste du Crédit Mutuel Arkéa, « à une réduction des dépenses et à une utilisation de l'épargne. » Christine, comme beaucoup de Français, n'a pas eu d'autre choix que d'avoir recours à ces deux leviers : « Certains mois, on est

obligé de piocher dans notre épargne dès le 15 du mois ».

« Peur du lendemain »

À un moment où « l'inflation va commencer à se propager mais devrait rester modérée », selon Julien Lecumberry, les Bretons font, malgré tout, preuve de prudence, laissant craindre une période de récession économique, notamment dans le secteur du bâtiment.

À quelques semaines des vacances d'été, les professionnels du tourisme s'en inquiètent déjà. Directeur de l'office de tourisme du Centre-Bretagne, Alexis Le Priellec craint une baisse de la consommation « pour la glace ou le parcours d'accrobranches qui n'étaient pas prévus », évoquant « une peur du lendemain qui ne se maîtrise pas ».

Seconde main

Alors, comme Sylvie, la soixantaine, un chou-fleur dans le chariot, les Français se concentrent plus que jamais sur les achats essentiels, pesant chaque dépense. « Je fais plus attention à chaque achat et nous n'allons plus au restaurant qu'une fois par mois », résume, pour sa part, Christine. Les deux sœurs ont même, de leur côté, arrêté leurs visites aux magasins de hard-discount pour reporter leurs achats de vêtements et de jouets pour les enfants sur la seconde main, anticipant de nouvelles hausses de prix.

« Les marges de manœuvre du gouvernement n'ont jamais été aussi étroites »

Propos recueillis par Martin Vaugoude

● Face à la crise pétrolière qui s'installe, quelles sont les marges de manœuvre du gouvernement ? L'analyse d'Éric Pichet, professeur d'économie à Kedje Business School.

Face à la crise pétrolière, quelles sont aujourd'hui les marges de manœuvre réelles du gouvernement français ?

Cette crise, qui s'ajoute aux précédentes, arrive au mauvais moment. Les marges de manœuvre n'ont jamais été aussi étroites, en raison de l'incapacité des gouvernements successifs à maîtriser durablement le déficit public depuis les années 1980. La hausse des taux d'intérêt alourdit fortement la charge de la dette. Celle-ci devrait passer de 58 milliards d'euros, en 2025, à 65 milliards en 2026. Le renouvellement des emprunts, émis il y a quelques années à des taux proches de 1 %, par de nouveaux titres autour de 3,8 %, accentue cette contrainte. Une part croissante du budget est absorbée par les intérêts, réduisant les marges d'action de l'État.

La crise pétrolière s'installe dans la

durée. Va-t-elle provoquer un épisode inflationniste durable ?

Si la hausse des prix de l'énergie devait durer, l'inflation globale ne serait pas forcément durable. La Banque centrale européenne est indépendante et vise un retour de l'inflation vers 2 %. Elle dispose des outils nécessaires pour y parvenir. En revanche, cette politique implique des taux d'intérêt élevés, susceptibles de freiner l'activité et d'augmenter les risques de faillites et de chômage. Le risque de tensions sur l'approvisionnement en carburant reste un point de vigilance, régulièrement évoqué par les acteurs du secteur.

Alors que le budget carburant pèse sur les ménages modestes, pourquoi n'assiste-t-on pas à une explosion de colère du type gilets jaunes ?

On observe un désengagement collectif. Les contraintes économiques poussent à des stratégies individuelles de survie. L'action collective recule au profit d'ajustements personnels : petits emplois supplémentaires, consommation orientée vers le hard-discount, covoiturage. Cette individualisation des réponses limite les mobilisations de grande ampleur. Les perspectives politiques, y com-

pris à l'approche de 2027, suscitent davantage de scepticisme que d'attente.

Notre pays est-il condamné au déclin ou peut-il se relever ?

Le pays conserve des atouts structurels, notamment une épargne privée élevée, estimée à environ 6 000 milliards d'euros, supérieure à la dette publique d'environ 3 500 milliards. Cette capacité constitue un levier potentiel. L'Histoire montre que des redressements rapides sont possibles, comme au début de la V^e République. Un tel scénario supposerait l'émergence d'un dirigeant capable d'imposer une trajectoire de transformation forte.



L'économiste Éric Pichet. Photo É.P.

Et si Sébastien Lecornu prenait goût à « cheffer » ?



Philippe Créhange

● La crise pétrolière est là, et elle va durer, a répété Sébastien Lecornu, jeudi, depuis Matignon. Pas question pour autant de décréter la bamboche budgétaire, comme du temps du covid, où l'argent, qu'on n'avait déjà pas, coulait à flots. Notre déficit public et notre endettement ne le supporteraient plus. Mais pour le Premier ministre, entouré d'une partie de son gouvernement, pas question non plus de jouer seulement au père la rigueur. Car la crise sociale couve, avec un prix à la pompe jouant sur nos nerfs. Et il serait bien inopportun d'allumer la mèche d'une nouvelle jacquerie de gilets noirs pétrole, alors que l'exécutif arrive tant bien que mal à trouver un semblant de stabilité politique. Sur un fil, plaçant ses sourcils en V quand il se veut sérieux, le Normand joue donc aux équilibristes, autorisant quelques écarts de dépenses. Ici pour les

pêcheurs et les agriculteurs, là pour les taxis ou les aides à domicile. Une politique du chèque qui va coûter, pour le trimestre à venir, quelque 710 millions d'euros, s'ajoutant aux 400 millions déjà cramés de la caisse vide. Mais qui seront intégralement compensés, prévient-il, par de nouvelles économies. Sans pour autant préciser lesquelles. Sérieux et transparence, c'est sa méthode à lui qui, l'a-t-il répété, est détaché de tout agenda politique puisqu'il ne s'engagera pas dans la course à la présidentielle. Il n'empêche, au vu du nombre pléthorique de candidats, dont seuls les représentants de l'extrême droite sont aujourd'hui en mesure de faire la différence au premier tour, le style pompidolien va peut-être finir par séduire les Français. D'autant que l'actuel locataire de Matignon a rappelé à trois reprises qu'il ne voulait pas « emmerder » les Français, célèbre formule du toujours aussi vénéré Georges. À force de « cheffer » dans la tempête, comme disait Jacques Chirac, Sébastien Lecornu va peut-être y prendre goût.